

en dépit de la crise du coronavirus. L'exécutif a surtout résisté à la tentation de jouer sur le levier fiscal pour renflouer les caisses publiques, lourdement affectées par les dizaines de milliards d'euros d'aides d'urgence accordés aux entreprises. Il n'était pas question de répéter les mêmes erreurs que dans le passé.

A l'allègement de la fiscalité sur la production s'ajoute la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés, passée de 33,3 % en 2017 à 25 % l'an prochain. Un effort conséquent de 11 milliards d'euros pour les caisses publiques, mais qui rapproche seulement la France du niveau des pays de l'OCDE.

## ☛ Cette première baisse des impôts de production est positive et bien ciblée ; et il y a déjà un retour sur investissement

FREDERIC COIRIER (METI)

Il y a aussi la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice) en baisse pérenne de charges patronales qui fait l'unanimité chez les intéressés. Enfin, la controversée réforme de la fiscalité du capital engagée en début de quinquennat, instaurant une flat tax avantageuse de 30 % sur les dividendes. « C'est une très bonne mesure pour les chefs d'entreprise (actionnaires, NDLR) qui souhaitent réinvestir tant dans leur estime Bénédicte Caron.

« C'est clairement un quinquennat de baisse des impôts », résume Philippe Martin, président du Conseil d'analyse économique (CAE), think-tank rattaché à Matignon et proche du président Ma-

ron. Un quinquennat qui s'inscrit néanmoins dans la continuité du précédent. François Hollande ayant fortement baissé les prélèvements obligatoires sur cinq ans, dont la moitié pour les ménages (essentiellement via la suppression de la taxe d'habitation)...

Mais qu'importe. Aujourd'hui, au moins de cinq mois du premier tour de l'élection présidentielle, le gouvernement Castex ne lésine

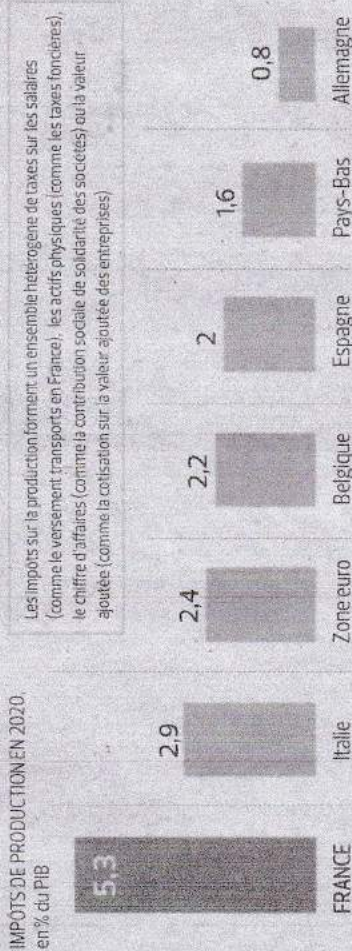
mié que les chiffres avancés par le gouvernement. Nous évaluons la baisse nette à 10 milliards d'euros », conteste Emmanuel Jessua, directeur des études de l'Institut de conjoncture libérale Rexcode. Quant à l'impact de ces mesures, l'Institut des politiques publiques (ISS) constate qu'elles bénéficieraient surtout aux ETI et aux grandes sociétés « ayant peu souffert de la crise sanitaire » dans une étude publiée ce mardi. De quoi donner du grain à moudre aux oppositions à Emmanuel Macron.

Quoi qu'il en soit, du côté du patronat, tant chez les petites que chez les grandes entreprises, on salue l'engagement tenu, qui est même considéré par certains comme un « tournant structurel » pour l'avenir, mais qui reste toutefois « insuffisant ». Et, sans surprise, c'est sur les impôts de production que l'attention se porte. Les patrons s'activeraient ardemment pour défendre de nouveaux allègements en la matière auprès des différents candidats à la présidentielle. « C'est très bien de baisser l'impôt sur les sociétés, mais une entreprise préférerait une vraie diminution des impôts de production pour déjà faire des marges », lance Philippe Renaudi, président de l'Organisation interprofessionnelle qui rassemble toutes les entreprises des Alpes-Maritimes et patron d'une société de BTP. « Il faut aller plus loin », abonde Frédéric Coirier.

En effet, même avec l'effort de 10 milliards, la France reste nettement au-dessus de la moyenne européenne. En 2020, ces taxes sur la production représentaient 3,1 % du PIB en France, contre 1,2 % dans la zone euro. Et leur poids baissera seulement de 0,4 point cette année, selon les calculs de François Ecalle, ancien magistrat à la Cour des comptes et fondateur

## Les impôts de production pèsent lourd en France

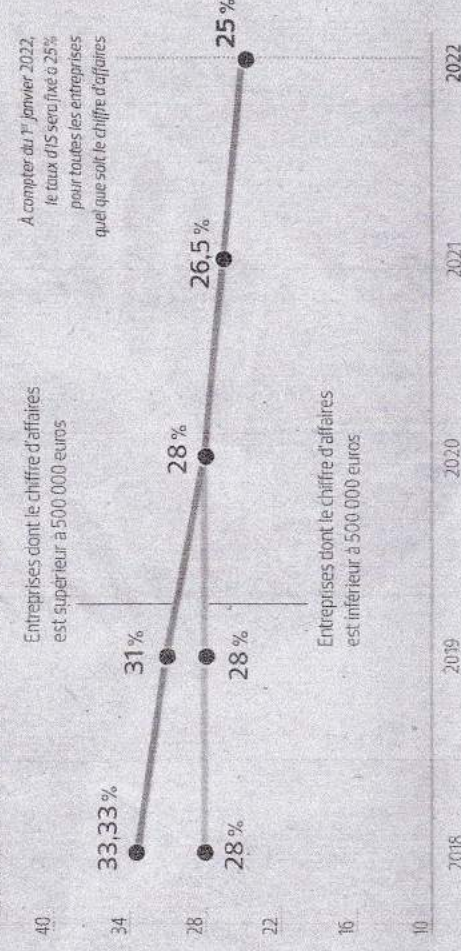
IMPÔTS DE PRODUCTION EN 2020, en % du PIB



Les impôts sur la production forment un ensemble hétérogène de taxes sur les salaires (comme le versement transport en France), les actifs physiques (comme les taxes foncières), le chiffre d'affaires (comme la contribution sociale de solidarité des sociétés) ou la valeur ajoutée (comme la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises)

## La baisse de l'impôt sur les sociétés sous le quinquennat Macron

TRAJECTOIRE DE RÉDUCTION DU TAUX D'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS



A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, le taux d'IS sera fixé à 25% pour toutes les entreprises quel que soit le chiffre d'affaires

Entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500 000 euros

Entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 euros

Sources: François Ecalle / Eurostat

Infographie LE FIGARO

MANON MALHERE

**FISCALITÉ** Les premiers effets se font ressentir. « En juin et septemb

bre, nous avons versé au fisc 50 % du montant de la CVAE que nous aurions normalement dû payer. Cela fait une très grosse différence en termes de trésorerie qui est bienvenue », témoigne Bénédicte Caron, dirigeante de trois magasins Super U et vice-présidente de la CPME. La CVAE ? C'est la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qui, bien que peu connue, est l'une des nombreuses taxes sur la production dans le collimateur des patrons. Elle est désormais divisée par deux, tout comme certaines taxes foncières dues par les industriels.

Après des années de lutte acharnée initiée par le Medef, le monde patronal a en effet réussi à convaincre l'exécutif de passer à l'action, la crise du coronavirus ayant indéniablement aidé. Décidée dans le cadre du plan de relance à l'automne dernier pour une application cette année, la baisse massive de 10 milliards d'euros des impôts de production - sur un total de 70 milliards - donne un bol d'air aux 600 000 entreprises concernées. « Cette première baisse est positive et bien ciblée. Je peux vous affirmer dès à présent qu'il y a un retour sur investissements. 75 % des ETI ont plusieurs projets de croissance. C'est un niveau inédit », assure déjà Frédéric Coirier, PDG du groupe Poujoulat et coprésident du Meti.

Personne ne peut l'ignorer, pas même l'opposition. Si le président a échoué à réduire la dette publique - qui a explosé à plus de 110 % du PIB -, les promesses d'allègements de la fiscalité des entreprises durant la campagne présidentielle de 2017 ont été tenues. Et ce,

# LEPILISTES

## compétitivité.

du site Fipeco. « La CSS (contribution sociale de solidarité des sociétés) n'a pas été touchée durant le quinquennat Macron alors que c'est l'impôt le plus stupide, remarque Philippe Martin. Elle est concentrée sur les grosses entreprises qui exportent. Or, en taxant le chiffre d'affaires, cet impôt a un effet sur les prix et elle a donc, in fine, un impact très négatif sur les exportations. »

Le compte n'y est visiblement pas non plus concernant la transformation du Cice en baisse de charges patronales. « Elle a un impact significatif, mais malheureusement trop concentré sur les bas salaires. Or la France n'est pas une économie des bas salaires », déplo-

**Un bon nombre de mesures ont été prises pour alléger la fiscalité des entreprises mais l'effet est plus limité que les chiffres avancés**

EMMANUEL JESSUA (PEXECODE)

re le coprésident du Meti. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La France conserve toujours un niveau très élevé de cotisations des employeurs, estimées à 10,3 % du PIB en 2020. Soit bien plus que la moyenne de la zone euro, à 8,1 %, constate François Ecalte.

Il reste que pour que cette tendance baissière de la fiscalité des entreprises se poursuive les patrons ont parfaitement conscience que le prochain président de la République devra aussi assainir sérieusement les comptes publics, en coupant dans les dépenses, pour revenir à un niveau plus raisonnable de dette. Rien n'est donc



**Nous baisserons l'impôt sur les sociétés de 33,3 % à 25 % pour rejoindre la moyenne européenne.**

**Nous transformerons le Cice en allègement de charges pérennes et l'ISF en IFI sans accroître la fiscalité actuelle (...) et sans taxer ce qui finance les entreprises et l'emploi**

EMMANUEL MACRON

MARS 2017  
EN MARCHÉ 1

# Coup de frein de Berlin au gazoduc Nord Stream 2

## Les autorités allemandes imposent un délai supplémentaire à ce tuyau qui doit livrer du gaz russe directement en Allemagne.

ARMELLE BOHNEUST @armelleb  
ET PIERRE AVRIL @PierreAvril

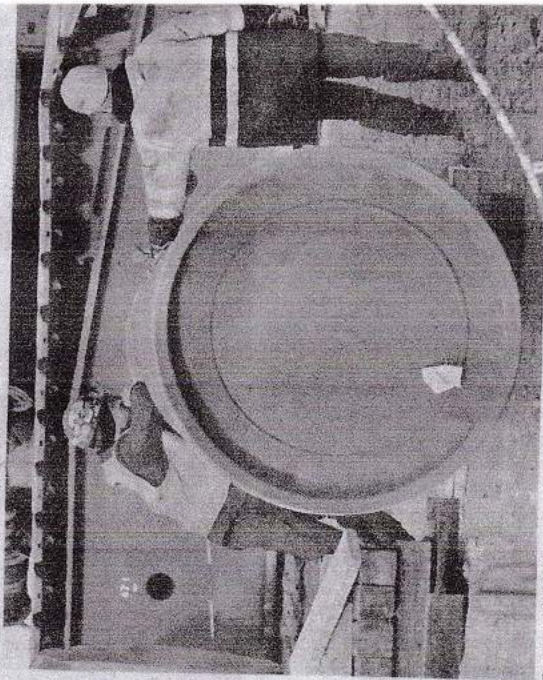
**ÉNERGIE** C'est une nouvelle désagréable pour Moscou et le gouvernement finissant d'Angela Merkel. L'autorité allemande de régulation de l'énergie a suspendu mardi le processus d'approbation du nouveau gazoduc Nord Stream 2, qui doit acheminer du gaz russe vers l'Europe, en particulier l'Allemagne, via la mer Baltique. Le régulateur impose au consortium basé en Suisse, et à l'origine de ce long tuyau sous-marin, de créer une société de droit allemand pour obtenir une licence d'exploitation. Si ces conditions sont remplies, la Bundesnetzagentur examinera le dossier.

Alors que les prix du gaz flambent en Europe depuis la fin de l'été, l'annonce allemande les a fait à nouveau bondir, mardi, de 9 %.

### Irritation à Moscou

La nouvelle a irrité les Russes, premiers promoteurs du gazoduc. « Tout retard dans la certification, a fortiori à la veille de l'hiver, n'est pas dans l'intérêt de l'Union européenne », a déclaré Konstantin Kosachyov, vice-président de la Douma. En revanche, le patron du groupe ukrainien Naftogaz, qui pourrait perdre avec Nord Stream 2 le bénéfice du transit gazier russe, a salué cette décision.

Nord Stream 2 doublera le gazoduc Nord Stream 1, déjà doté d'une capacité de 55 milliards de mètres cubes, soit les deux tiers de la consommation annuelle de gaz de



Des hommes sur le chantier du gazoduc Nord Stream 2 à Lubmin, dans le nord-est de l'Allemagne, en mars 2019. TOBIAS SCHWARZ/AFP

Washington avait conclu en juillet un accord avec le gouvernement Merkel autorisant son exploitation à condition de garantir l'approvisionnement énergétique de l'Ukraine. La suspension ordonnée par Berlin ouvre une brèche juridique dans laquelle les opposants politiques au projet, y compris à Washington, devraient s'engouffrer. Au feu vert allemand, aujourd'hui retardé, s'ajoutera un délai de quatre mois maximum durant lequel la Commission européenne vérifiera la conformité du projet aux règles de concurrence. Nord Stream 2 « n'est pas un projet d'intérêt européen », a déjà déclaré Bruxelles.

À Berlin, seul le SPD, force motri-

De crainte d'un revirement Berlin, Moscou souffle le chaud froid sur les approvisionnements énergétiques du continent. Il y a une semaine, Gazprom a sans explication interrompu les livraisons son autre gazoduc Yamal. Soigné de contribuer à la déstabilisation de la situation à la frontière avec la Biélorussie, Vladimir Poutine a rappelé que le Kremlin détient la manette du gaz européen.

« Si la Russie veut utiliser l'énergie comme une arme ou commettre de nouveaux actes agressifs contre l'Ukraine, nous serons obligés, à l'Allemagne, de prendre les mesures appropriées », a mis en garde le secrétaire d'État américain Antony Blinken. Gazprom pourrait at-

JANCOIS BOUCHON/LE FIGARO; LONEL VADAM/PHOTOPR/EST REPUBLICAIN/MAXPPP; SYLVAIN LEVRE/HANS LUCAS VIA AFP; SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO; PHILIPPE HUGEN/AFP